

ASS/GF/II/MG

2024-092

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2024

OBJET : CRÉATION D'UN EMPLOI PERMANENT DE MÉDIATEUR			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 24	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 4 septembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix septembre à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

Étaient absents :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, Mme Martine JAFFUS, Mme Sophie BIRKENNER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Avaient donné mandat :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ à M. Dominique JOLIS, Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Christine BÉNET, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVES, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Marie-Claude MARTINEZ à M. Thierry DENARD

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Michel MASUYER

RAPPORTEUR : Gérard FORACAD

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20240910-2024-092-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/09/2024
Publication : 16/09/2024

Pour le Maire



Vu l'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique ;
Vu les articles L. 332-1 à L. 332-28 du Code de la fonction publique ;
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,
Vu la délibération n° 2024-030 du 27 mars 2024 relative à l'actualisation du tableau des effectifs ;

Considérant que pour la bonne marche de l'administration communale, il est nécessaire de procéder à la création d'un emploi permanent de médiateur à partir du 1^{er} octobre 2024.

Considérant que les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant permettent la création de cet emploi permanent.

Considérant que l'accomplissement de ces missions relèvent du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux,

L'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique prévoit que les emplois de chaque collectivité ou établissement mentionné à l'article L. 4 sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Pour le bon fonctionnement du service, la création d'un emploi de médiateur est indispensable. Un contrat privé (dispositif adulte relais) arrivant à échéance, le service médiation a besoin de maintenir un effectif constant. Il est par conséquent nécessaire de créer un poste permanent de médiateur à partir du 1^{er} octobre 2024.

L'accomplissement des missions de ce poste relève du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, de la catégorie hiérarchique C.

L'emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emploi d'adjoint technique territorial mais pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code Général de la Fonction publique.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2^{ème} alinéa de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

L'agent assurera les fonctions de médiateur à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35/35^{ème}.

La rémunération sera fixée selon le barème de la fonction publique territoriale en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Les crédits nécessaires à la création d'un emploi contractuel correspondant au cadre d'emploi d'adjoint technique territorial sont disponibles au chapitre 012-charges de personnel.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la création d'un emploi permanent correspondant au cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux pour occuper le poste de « Médiateur » à partir du 1^{er} octobre 2024.

2/ D'autoriser le recrutement d'un agent contractuel pour pourvoir cet emploi en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique.

3/ D'inscrire au budget chapitre 012-charges de personnel les crédits nécessaires.

4/ D'autoriser M. le Maire à procéder au recrutement de l'agent qui sera affecté à cet emploi et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ D'approuver la création d'un emploi permanent correspondant au cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux pour occuper le poste de « Médiateur » à partir du 1^{er} octobre 2024.

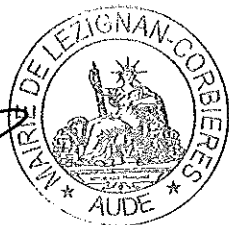
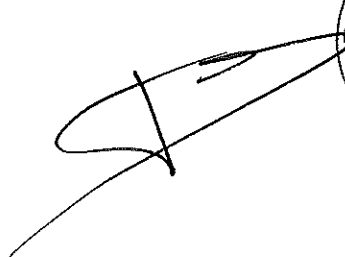
2/ D'autoriser le recrutement d'un agent contractuel pour pourvoir cet emploi en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique.

3/ D'inscrire au budget chapitre 012-charges de personnel les crédits nécessaires.

4/ D'autoriser M. le Maire à procéder au recrutement de l'agent qui sera affecté à cet emploi et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA



Le secrétaire de séance,
Michel MASUYER

